

4 Politique

Ils ont dit...

Martina ADA METOULE
Akanda/Gabon

• **Sa Majesté Ovenga 1er (Président du comité des tradipraticiens au ministère de la Santé) :**



Sa majesté Ovenga Premier.

"La fédération a toujours milité pour que ce dialogue puisse se tenir entre les enfants du Gabon. Médiatiquement, nous l'avons déjà fait, nous avons interpellé le président Ali et M. Jean Ping à se retrouver autour d'une table pour régler les problèmes de notre pays. Aujourd'hui, le pouvoir a emboîté le pas, Jean Ping ayant fait son dialogue qui est une bonne chose pour lui, Ali Bongo faisant le sien aussi. C'est également une bonne chose. Vous savez, un père ne peut jamais demander pardon à ses enfants. Mais, le fait d'appeler les uns et les autres à un dialogue, c'est le fait d'avouer que nous nous sommes trompés. Donc nos pères ont reconnu qu'ils se sont trompés et, pour nous les enfants, on ne refuse jamais l'appel. Aussi, les pères ont demandé de laisser les enfants s'exprimer selon la douleur qu'ils ressentent. C'est ce qui est en train de se faire ici. Le problème fondamental ce n'est pas ce que nous faisons ici. Le véritable problème c'est ceux qui ont partagé le Gabon, le franc CFA. Quelle est la part des Gabonais ? Si nous sommes malheureux aujourd'hui, on connaît d'où cette situation provient. Alors, nous devons d'abord nous réconcilier entre nous. C'est pour cela que nous sommes là, pour la paix, la cohésion, l'entente. Si ces valeurs n'existent pas entre les enfants du Gabon, où allons-nous ?"

• **Prescillia Pitty Eyene (représentant de l'association Dynamique 9) :**
"Au début du dialogue, l'organisation était un peu chaotique parce que, beaucoup ne se retrouvaient pas. Certains ne trouvaient pas leurs noms. On avait un problème d'émargement, la restauration ce n'était pas ça. Mais, au bout de quelques jours, on a pu cerner ce qui



Prescillia Eyene, représentante de l'association Dynamique9.

n'allait pas. Alors je bénis Dieu parce que beaucoup de choses sont rentrées dans l'ordre. En ce qui concerne le dialogue, nous avons des attentes. Nous souhaitons que ces dernières soient prises en compte par les gouvernants. Au niveau des propositions des différents intervenants, nous avons mis en place un certain canevas que l'Etat devra normalement respecter. Nous souhaitons, humblement, que ses suggestions soient prises en compte. Je pense qu'en termes de sous-région, nous devons être les meilleurs. Pour cela, nous pensons que le Gabon doit reculer pour mieux sauter afin que la cohésion nationale puisse être en phase avec la vision du chef de l'Etat. Parce que nous pensons que si le dialogue national a été inspiré, c'est uniquement pour que l'union nationale revienne dans notre pays."

• **Patrice Engone Mba (Délégué général de l'association des ressortissants de la contrée sapique dans l'Okano) :**



M. Patrice Engone Mba.

"Nous sommes une association et nous avons le droit, je pense, d'apporter notre

modeste contribution dans la recherche des solutions pour que notre pays puisse mieux avancer. Au niveau de l'organisation, je dirai que, depuis le début, il n'y a pas trop de soucis. C'est vrai que nous avons dû attendre quelques jours pour avoir nos badges de participation. Mais, une fois cette étape réglée, tout s'est bien passé par la suite. J'intervenais, aujourd'hui, sur quelques principes. Déjà, il y a les problèmes que le pays connaît, les grèves, la déliquescence de notre système éducatif, les problèmes de licenciement, etc. La fracture née de la dernière Présidentielle, tout cela, il fallait venir proposer des résolutions qui puissent aider le pays à sortir. Et nous, nous avons une particularité, c'est celle de faire ressortir d'abord les problèmes spécifiques de la contrée sapique dans le département de l'Okano. Entre autres le problème de la route. Autre problème évoqué, celui de tous ces acteurs politiques qui ont décidé de ne pas prendre part au dialogue. C'est vrai que certains ont dit, à un moment donné, qu'on ne peut pas faire du neuf avec du vieux. Mais, nous nous pensons que nous sommes des bantu et qu'il y a certains principes auxquels on ne doit pas déroger comme celui du respect des aînés. Le petit message qu'on peut leur lancer c'est que lorsque vos enfants vous ont vexés, vous ne leur fermez pas complètement la porte de votre maison qui est aussi la leur. Appelez-les, même tard dans la nuit à l'abri des regards. Les attentes sont d'ordre social et politique. Notre Etat a été pendant longtemps un Etat politique, tout tourne autour de ça."

• **Jean-Aimé Moudodo (personnalité politique non partie prenante) :** "J'ai insisté sur la limitation des mandats. J'ai estimé qu'il ne faut pas bloquer l'expression de la souveraineté du peuple. Étant souverain, et le président étant élu par le peuple, il faut qu'on présente des actions pour le peuple. Les mandats des députés, on peut les limiter parce qu'ils viennent pour voter des lois. On peut les limiter même à quatre ans. Ainsi, tout le monde participera à la construction du pays. Les élus locaux dont les maires, il ne faut pas limiter leur mandat. Il faut laisser au peuple souverain d'en décider. Pourquoi limiter le mandat d'un élu local qui développer a son environnement ? Je pense que si on a de bonnes institutions, la question de la limitation des mandats du président de la République et des maires ne se pose plus. Moi, j'estime qu'il faut que le mandat du président reste fixé à sept ans, renouvelable à volonté. Pour moi, un mandat renouvelable une fois n'a pas de sens."

• **Mamadou Abdoulaye (président de la Fondation Léo) :**



M. Mamadou Abdoulaye.

"Je remercie d'abord ceux qui ont bien voulu associer les associations à caractère civil, à participer à ce dialogue. Parce que, comme l'intitulé l'indique, c'est un dialogue politique. Mais, je dirai que de ce dialogue, les attentes ne sont pas forcément la refonte de nos institutions. Il faut d'abord reconnaître que les crises, les problèmes que nous avons eus dans notre pays résultent du comportement des individus, l'état d'esprit des individus. C'est pas les institutions en tant que telles qui sont mauvaises. Je dirai tout simplement que le Gabon est un pays africain, le Gabon est multiethnique et il doit être dirigé comme au village. C'est-à-dire que nos dirigeants doivent s'imprégner non seulement du côté moderne, mais aussi tenir compte de nos traditions. C'est ce qui fait défaut à nos dirigeants. Le dialogue inclusif comme on le dit est bienvenu, il permet aux fils et filles de ce Gabon de se parler, de vider certaines colères qu'on a accumulées depuis sept ans. C'est donc l'occasion pour les participants de dire ce qu'ils ont sur le cœur, de faire des propositions. Et, les attentes, c'est qu'on puisse tenir compte de ces propositions. C'est vrai que beaucoup veulent qu'on réforme un certain nombre de choses, c'est bien beau. Mais, je crois qu'il faut qu'on passe par un référendum, s'il y a possibilité par voie parlementaire. Là, ce sont les politiques qui verront."

CHANGEMENTS
COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 03/04/2017

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,0691	1USD =	613,560	1 USD	635,035
CAD	1,4265	1CAD =	459,837	1 CAD	483,932
JPY	119,5500	1JPY =	5,487	100 JPY	570,569
GBP	0,8555	1GBP =	766,726	1 GBP	800,028
CHF	1,0696	1CHF =	613,273	100 CHF	64 197,14
ZAR	14,2404	1ZAR =	46,063	100 ZAR	4 790,00
MAD	10,7293	1MAD =	61,137	1 MAD	63,58
CNY	7,3642	1CNY =	89,074	1CNY	91,75
KES	110,2100	1KES =	5,952	1KES	6,13

INDICES BOURSISERS		
	en date du	
CAC 40	03/04/2017	5 086,73
DOW JONES	03/04/2017	20 686,17

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
03 Avril 2017: 52,69